DEPARTEMENT DES YVELINES

Convocation des élus par le Président le : 21/11/16
Transmission aux élus du rapport et du projet de délibération le : 02/12/16
Affichage le : 26/12/16
Transmission préfecture le : 26/12/16
AR Préfecture :
N° : 078-227806460-20161216-lmc195263-DE-1-1
Du : 26/12/16
Délibération exécutoire le : 26/12/16

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Séance du vendredi 16 décembre 2016

POLITIQUE A03 MOBILITÉ DURABLE
REDEVANCES POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DÉPARTEMENTAL
PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX SUR LES OUVRAGES DES RÉSEAUX
D'ÉLECTRICITÉ, GAZ, TRANSPORT HYDROCARBURES ET DE PRODUITS CHIMIQUES

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL ;

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2012-615 du 2 mai 2012 relatif à la sécurité, l'autorisation et la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques,

Vu le décret n° 2015-334 du 25 mars 2015, fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz,

Vu la délibération du Conseil général du 26 septembre 2003 relative à la redevance d'occupation du domaine public départemental par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'énergie électrique,

Vu la délibération du Conseil général du 23 novembre 2007, relative aux redevances d'occupation du domaine public routier départemental par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières de gaz ,

Vu la délibération du Conseil départemental du 25 septembre 2015 approuvant le barème de redevances d'utilisation et d'occupation du domaine public routier départemental,

Vu l'avis de la société TRAPIL du 18 avril 2016,

Vu la demande d'avis à TOTAL raffinage France du 2 juin 2016,

Vu le rapport de M. le Président du Conseil départemental,

Sa Commission Travaux, Infrastructures et Grands projets innovants entendue,

Sa Commission des Finances, des Affaires européennes et générales consultée,

APRES EN AVOIR DELIBERE :

1. Réseaux de gaz et d'électricité :

Dit que les dispositions relatives à l'occupation provisoire du domaine public départemental par les réseaux de gaz et d'électricité sont retirées du champ d'application de l'annexe 2 de la délibération du 25 septembre 2015 à compter de la date de caractère exécutoire de la présente délibération.

Précise que les redevances relatives à l'occupation permanente du domaine public départemental pour les ouvrages des réseaux de gaz et d'électricité restent fixées par les délibérations du Conseil Général des Yvelines en date du 26 septembre 2003 et 23 novembre 2007.

Adopte une redevance pour l'occupation provisoire du domaine public départemental par les chantiers de travaux sur des ouvrages du réseau public de transport et de distribution d'électricité, de gaz ainsi que des canalisations particulières de gaz.

Décide de retenir comme base de calcul pour les deux redevances dues chaque année au Département pour l'occupation provisoire de son domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages du réseau public de transport et de distribution d'électricité, les formules énoncées aux articles R.2333-105-1 et 2, R. 2333-107, R. 2333-107, R. 3333-4-1 et R. 2333-105-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et correspondant à :

- Réseaux de transport : la redevance plafond est égale à $0,35 \text{ LT}$, où LT représente la longueur exprimée en mètres des lignes de transport d'électricité installées et remplacées sur le domaine public départemental et mises en service au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle la redevance est due.

- Réseaux de distribution : la redevance plafond est égale à $(0,0457 \text{ P} + 15245 \text{ €}) / 10$, où P représente la population sans double compte du Département telle qu'elle résulte du dernier recensement publié par l'INSEE.

Ces redevances sont supportées par les différentes personnes morales qui exploitent ces réseaux au prorata de la longueur des réseaux qu'elles exploitent sur le domaine départemental.

Décide de retenir comme base de calcul de la redevance due chaque année au Département pour l'occupation provisoire de son domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport

de gaz et des réseaux publics de distribution de gaz ainsi que des canalisations particulières de gaz, les formules énoncées aux articles R. 2333-114-1 et R. 2333-117 du Code Général des Collectivités Territoriales et correspondant à $0,35 * L$ où L représente la longueur exprimée en mètres, des canalisations construites ou renouvelées sur le territoire du département et mises en gaz au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle la redevance est due.

Précise que l'actualisation de ces redevances est définie par les dispositions correspondantes du Code Général des Collectivités Territoriales.

2. Réseaux d'hydrocarbures :

Dit que la redevance « oléoduc – pipeline » fixée par l'annexe 1 de la délibération du 25 septembre 2015 est abrogée à compter de la date de caractère exécutoire de la présente délibération.

Décide de retenir, comme base de calcul de la redevance due chaque année au département pour l'occupation permanente de son domaine public par les canalisations d'hydrocarbures ou de produits chimiques qu'elles aient été déclarées d'utilité publique ou d'intérêt général ou non, la formule énoncée à l'article R. 2333-114 du Code Général des Collectivités Territoriales et correspondant à $(0,035 * L) + 100$ euros où L, représente la longueur des canalisations sur le domaine public, exprimée en mètres et 100 euros représente un terme fixe.

Dit que cette redevance constitue un plafond et est soumise à actualisation conformément à l'article R. 2333-117 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dit que pour l'ensemble des infrastructures, des réseaux d'hydrocarbures et de produits chimiques, de transport et de distribution de gaz et d'électricité, situées sur le Domaine Public Routier, ces redevances seront applicables à partir du 1^{er} janvier 2017 et que les recettes correspondantes seront imputées sur le chapitre 70 article 70323 du budget départemental.

La présente décision ne pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Versailles au-delà d'un délai de deux mois à compter de sa publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Séance du vendredi 16 décembre 2016

REDEVANCES POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DÉPARTEMENTAL PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX SUR LES OUVRAGES DES RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ, GAZ, TRANSPORT HYDROCARBURES ET DE PRODUITS CHIMIQUES

Délibération ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Président de la séance : Pierre Bédier.

Secrétaire : Laurent Brosse

Votent POUR (42) : Jean-Noël Amadei, Catherine Arenou, Marie-Hélène Aubert, Pierre Bédier, Philippe Benassaya, Georges Bénizé, Christine Boutin, Sonia Brau, Philippe Brillault, Hélène Brioux-Feuchet, Nicole Bristol, Laurent Brosse, Anne Capiaux, Claire Chagnaud-Forain, Bertrand Coquard, Olivier De la Faire, Sylvie D'Esteve, Cécile Dumoulin, Pierre Fond, Jean-Michel Fourgous, Ghislain Fournier, Janick Géhin, Marcelle Gorguès, Marie-Cécile Guillaume, Elisabeth Guyard, Josette Jean, Alexandre Joly, Didier Jouy, Joséphine Kollmannsberger, Michel Laugier, Olivier Lebrun, Guy Muller, Karl Olive, Jean-François Raynal, Laurent Richard, Alexandra Rosetti, Yann Scotte, Elodie Sornay, Laurence Trochu, Yves Vandewalle, Pauline Winocour-Lefevre, Cécile Zammit-Popescu.

Procurations (4) : Sylvie D'Esteve à Philippe Brillault, Pierre Fond à Pierre Bédier, Janick Géhin à Karl Olive, Marcelle Gorguès à Ghislain Fournier.